

VISITE OFFICIELLE DE
MONSIEUR LIONEL JOSPIN
PREMIER MINISTRE
HOTEL DE VILLE
VENDREDI 27 OCTOBRE 2000

Monsieur le Premier ministre,

Pour la deuxième fois depuis votre entrée en fonctions, j'ai le grand plaisir de vous souhaiter la bienvenue à l'Hôtel de Ville de Lille, au nom des habitants de Lille-Métropole.

Depuis plusieurs années, vous êtes d'ailleurs venu à de nombreuses reprises dans notre région, et plus particulièrement à Lille.

Il y a un an et demi, votre première visite officielle, en votre qualité de chef du Gouvernement, a été marquée par la signature du 200.000ème Contrat Emploi-Jeune de notre pays.

Cette journée du 27 octobre 2000 revêt également une grande importance pour les habitants de la Métropole Lilloise. En effet, 17 ans après l'inauguration de la ligne 1 du VAL par le Président François Mitterrand, vous venez d'inaugurer la ligne 2.

C'est évidemment pour nous un symbole fort. C'est pour moi une grande satisfaction personnelle, car je salue aussi aujourd'hui l'ami avec lequel, depuis des années, j'ai partagé, comme beaucoup d'entre nous ici, de grands combats et de grands espoirs.

Je salue, en votre présence, les nombreuses personnalités qui ont participé à cette inauguration, et celles qui nous rejoignent ici, tout particulièrement les membres de votre Gouvernement qui vous accompagnent aujourd'hui :

Monsieur Daniel Vaillant, ministre de l'Intérieur

Monsieur Jean-Claude Gayssot, ministre des Transports

Madame Michèle Demessine, Secrétaire d'Etat au Tourisme

Monsieur Michel Duffour, Secrétaire d'Etat au Patrimoine et à la Décentralisation Culturelle

Et Monsieur Guy Hascoet, Secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire, tous deux nordistes.

Je salue également Martine AUBRY, ancienne ministre de l'Emploi & de la Solidarité, Première Adjointe au Maire. Oui, Monsieur le Premier ministre, elle est ici totalement, désormais !

Et nous allons nous habituer, peu à peu, à la saluer en tant qu'ancienne ministre, elle qui a accompli à vos côtés, pendant trois ans et demi, une tâche exceptionnelle, saluée comme on l'a vu par les Françaises et les Français, et bien entendu par les habitants de cette ville.

Je salue également Monsieur Rémy Pautrat, Préfet de la Région Nord-Pas de Calais, Préfet du Nord,

Monsieur Michel Delebarre, ancien ministre d'Etat, Président du Conseil Régional du Nord-Pas de Calais,

Messieurs Bernard Derosier et Roland Huguet, Présidents des Conseils Généraux du Nord et du Pas de Calais,

L'ensemble des parlementaires de notre région,

Les élus régionaux, départementaux, communautaires, et particulièrement les présidents des groupes politiques de la Communauté Urbaine de Lille, Christian Decock, Bernard Roman, Henri Segard, Gérard Vignoble et Jean-Claude Willem,

Ainsi que les élus municipaux de la métropole, notamment les maires des villes traversées par la ligne 2 du VAL, Messieurs Yves Durand, Marc-Philippe Daubresse, Marc Wolff, Gérard Caudron, Michel Carnois, Gérard

Vignoble, René Vandierendonck et Jean-Pierre Balduyck, respectivement maires de Lomme, Lambersart, Mons-en-Baroeul, Villeneuve d'Ascq, Croix, Wasquehal, Roubaix et Tourcoing.

Je salue également les hauts-fonctionnaires et techniciens de la Communauté Urbaine de Lille, particulièrement Monsieur Bernard Guillemot, Directeur Général des Services, « l'homme du métro », comme l'appellent nombre d'entre nous.

Je salue par ailleurs les cadres, techniciens et ouvriers de la société Transpole, de MATRA Transport International et de la SNCF, dont je salue le Président, Monsieur Louis Gallois, qui marque par sa présence l'importance de cette nouvelle ligne de transport métropolitaine pour la SNCF, qui est désormais l'opératrice du VAL.

J'adresse enfin un salut particulier aux congressistes de l'Union des Transports Publics, réunis à Lille depuis trois jours, à l'initiative de leur Président, Monsieur Michel Cornil.

Monsieur le Premier ministre,

Le programme de votre déplacement illustre parfaitement à mes yeux les transformations que ne cesse de connaître notre région, et singulièrement sa métropole.

Vous avez inauguré tout à l'heure, à Tourcoing, la ligne 2, après avoir découvert le nouveau décor de la station Lille-Europe. Je salue l'artiste Jean Pattou, dont la créativité et la poésie nous font voyager au cœur de ses villes imaginaires, et je veux également saluer les artistes qui ont décoré les cinq nouvelles stations du VAL, que nous avons découvertes, avec une attention particulière pour Madjoub Ben Bella, ce peintre de grand talent installé à Tourcoing.

Cet après-midi, vous signerez en Préfecture le Contrat de Plan Etat-Région, dont la philosophie est à la fois marquée par la recherche du développement durable du Nord-Pas de Calais, et par le choix des nouvelles technologies.

Oui, les temps changent, enfin. Il y a 17 ans, alors que j'étais Premier ministre, François Mitterrand, accueilli par Arthur Notebart, alors Président de la Communauté Urbaine de Lille, inaugurerait les toutes premières stations de notre métro. Il représentait un espoir de développement pour la métropole, une métropole encore bien fragmentée, au développement difficile, à la fois économiquement, socialement et politiquement.

La mise en service du terminus de la ligne 2, à la frontière belge, est non seulement l'aboutissement d'un chantier unique, qui fait du VAL, nous le savons, le plus grand réseau de métro automatique au monde, avec 45 km de voies et 60 stations.

C'est aussi un symbole. Après vingt-cinq années d'une crise sans précédent, le Nord et le Pas de Calais peuvent désormais nourrir des ambitions légitimes de croissance et de bien-être.

Notre région a en grande partie tourné les pages de l'industrie lourde traditionnelle, à laquelle nous étions tellement attachés. Elle a ouvert ses portes sur l'Europe et sur le monde. Elle s'est dotée d'infrastructures, elle s'est donné des outils de formation pour de nouvelles générations, une séduction nouvelle, un rayonnement culturel.

Dans ces transformations, le métro a joué un rôle essentiel. On ne transporte pas 750 millions de voyageurs en 17 années, sans conséquences économiques, sociales et humaines sur le développement d'une métropole dont quatre villes, Lille, Roubaix, Tourcoing et Villeneuve d'Ascq représentent à elles seules 40% de la population totale.

Le métro a été l'aménageur de nos destins. Il les a transportés, il a donné à nos projets urbains une autre identité, et il poursuivra son action de brassage et de mixité sociale dans notre agglomération.

Le développement du VAL a eu également des conséquences significatives pour l'aménagement de l'ensemble des transports de notre métropole, qui sont aujourd'hui particulièrement nombreux et variés.

Le tramway a été entièrement modernisé, et plus du tiers de nos bus fonctionneront au gaz avant deux ans. Une action importante a été engagée pour accroître l'intermodalité entre les réseaux urbains et le TER, afin de relier l'ensemble de nos territoires, et poursuivre ainsi le développement économique des centres villes, déjà engagé à Roubaix et à Tourcoing.

Enfin, j'ajouterai que le VAL est aussi, depuis longtemps, un motif de fierté légitime pour nous.

Je salue à ce titre une nouvelle fois le professeur Gabillard, dont les travaux, au sein de l'Université des Sciences et Technologies de Lille, ont permis l'invention du VAL.

J'y associe les sociétés MATRA et SYSTRA, qui ont relevé ce défi industriel, et les services de la Communauté Urbaine de Lille, qui ont travaillé en étroite collaboration avec tous les intervenants concernés, depuis plusieurs années.

Aujourd'hui, le VAL est commercialisé dans le monde entier : on le retrouve à Taïwan, aux Etats-Unis, bientôt à Turin, où il sera en service pour les Jeux Olympiques d'hiver de 2006.

De toute évidence, le VAL représente un exemple convaincant de la capacité nordiste à inventer et à innover en matière de recherche et de nouvelles technologies. Le Nord-Pas de Calais a non seulement vocation à être un pôle d'excellence dans ces domaines, mais également à accueillir demain de grands équipements technologiques et scientifiques nationaux.

Je sais que le Gouvernement en est conscient, et nous avons entendu avec intérêt et espoir les déclarations récentes de Monsieur le ministre de la Recherche à ce sujet.

Les projets de la Métropole Lilloise dans le domaine des nouvelles technologies de l'information et de la communication, et les dispositions du Contrat de Plan Etat-Région en matière de recherche s'inscrivent elles aussi dans ces perspectives.

Monsieur le Premier ministre,

L'ensemble des dossiers et des projets que je viens d'évoquer se sont développés, et continueront de se développer grâce au partenariat entre l'Etat et les collectivités locales, elles-mêmes associées aux acteurs économiques et universitaires.

Le VAL, dont le financement, de près de 20 milliards de Frs en vingt-deux ans, a été en partie assuré par l'Etat, en est un exemple significatif. Mais nous avons également du recourir à l'emprunt, et donc maintenir une fiscalité élevée pour financer la création de ce réseau, puisqu'aujourd'hui, près des deux tiers de la dette communautaire sont constitués par le coût du métro.

Enfin, la construction de ce réseau, en fournissant plus de vingt millions d'heures de travail et plus de mille marchés aux

entreprises chargées de ce chantier, a représenté un atout marquant pour l'emploi local.

On le voit, l'imbrication de la décision publique, de l'intervention de l'Etat et de l'action des collectivités dans le domaine économique est de plus en plus étroite.

Depuis près de vingt ans, cette action s'est accomplie dans le cadre des lois de Décentralisation voulues par mon Gouvernement, au début des années 80.

Il y a un an, vous avez souhaité, en me confiant la présidence de la Commission Nationale pour l'avenir de la Décentralisation, donner un nouveau souffle à ce qui restera comme l'une des grandes transformations de notre pays.

Quelques jours après m'avoir reçu à Matignon, où je vous ai remis les 154 propositions de cette Commission Nationale, vous avez choisi d'annoncer aujourd'hui, à Lille, les mesures que vous allez mettre en œuvre dans ce domaine. Je vous en remercie.

Je suis également très heureux que vous ayez choisi de vous exprimer devant les présidents d'exécutifs territoriaux, en présence du premier représentant de l'Etat dans notre région, dont le rôle sera d'autant plus essentiel dans une Décentralisation renouvelée.

Les pouvoirs de décision étaient hier centralisés. Ils sont aujourd'hui décentralisés et multiples. Ils devront être demain encore plus décentralisés, mais plus cohérents.

En effet, l'avenir de la France s'écrit en ce moment dans ses régions, dans ses territoires, dans ses métropoles, où d'importantes décisions sont prises en matière économique et sociale.

Les évolutions que le Nord-Pas de Calais a connues depuis près de trente ans en témoignent suffisamment. Combien de fois, alors que j'étais Président du Conseil Régional, ai-je affirmé ma fidélité au vieux Nord, tout en souhaitant sa profonde mutation ?

Cette mutation s'est opérée. Le vieux Nord d'hier, acteur principal de l'histoire industrielle de notre pays, a progressivement écrit une autre histoire, parfois dans la difficulté, car nous étions fortement attachés à notre culture traditionnelle, celle de la mine, de la sidérurgie ou du textile.

Mais pour y parvenir, il nous fallait avec audace être décentralisateurs avant la Décentralisation. Décentralisateurs en finançant le Train Express Régional, par exemple, en

soutenant la création de l'Orchestre National de Lille, en mettant en œuvre un schéma régional de développement.

Cet élan décentralisateur, les Conseils Généraux du Nord et du Pas de Calais l'ont également accompagné, pour gagner en efficacité, au service de populations qui comptent parmi les plus importantes de notre pays.

La décentralisation, c'est à tous niveaux qu'elle a trouvé un terrain favorable à son expression, et particulièrement à celui de l'intercommunalité. Sans elle, Lille-Métropole n'occuperait pas la place qu'elle a gagné sur la carte nationale, et même européenne.

Cette action, nous devons la poursuivre, l'accentuer, en imaginant une nouvelle organisation institutionnelle de la France, dans le respect de son histoire et de ses traditions politiques.

Nos concitoyens le demandent, car ils sont conscients que des transformations profondes sont à l'œuvre partout.

Le rôle des régions et leurs nouvelles compétences doit être approfondi.

La complémentarité de l'action départementale et des nouvelles compétences des intercommunalités doit être précisée. A terme, l'élection des conseillers communautaires au suffrage universel direct est inéluctable.

Des changements sont indispensables en matière de fiscalité, non seulement de répartition des taxes, mais de péréquation entre les territoires, et d'utilisation des dotations de l'Etat, dont les missions déconcentrées doivent certainement aussi être réévaluées.

Enfin, notre pays sera vraiment une démocratie moderne lorsqu'il aura établi, comme dans d'autres pays européens, un véritable statut de l'élu.

Tels sont, Monsieur le Premier ministre, les grands axes de la réflexion et des propositions de la Commission que j'ai eu l'honneur de présider.

Au moment où l'accélération des technologies et des idées est de plus en plus vive, il est effectivement indispensable de réfléchir périodiquement à l'évolution de nos institutions, qui ne sont pas issues des circonstances, mais de la nécessité, de la volonté démocratique.

Mais comme elle demeure fragile, cette volonté ! Le désintérêt et l'éloignement des citoyens ne sont-ils pas à terme aussi dangereux pour la démocratie que l'arbitraire des sociétés qui refusent la liberté ?

C'est pourquoi je suis très heureux,
Monsieur le Premier ministre, que votre venue à
Lille ouvre aujourd'hui une nouvelle étape pour la
Décentralisation.